

---

# Parcours pluriel

## *Quatre-vingt-quatorze ans dans l'Ouest<sup>1</sup>*

---

Marie Moser, écrivaine  
*Edmonton*

Le 22 août 1855, ma grand-mère, Virginie Cloutier, reçut le baptême à Saint-Nicolas, à quelques milles de l'Université Laval. Vingt ans plus tard, devenue l'épouse de Flavien Cantin, elle cousit une courtepointe blanche avec appliques de coqs, d'arbres de Noël et de fleurs. Cent ans plus tard, loin du Québec, à Edmonton en Alberta, c'est moi, sa petite-fille, qui ai hérité de cette courtepointe. Et avec cette même courtepointe me fut donnée l'inspiration d'un roman. J'ai voulu dire ce que cet objet représente pour moi, c'est-à-dire la transmission de la culture canadienne-française. Mais, pour ceux qui ne connaissent pas ce que c'est d'être Canadienne française en Alberta, cela peut paraître bien étrange d'apprendre que j'ai écrit mon roman en anglais.

À l'une des orientations qui m'ont été suggérées (Faut-il nécessairement associer la survie de la franco-canadianité dans l'ouest du pays à la pratique d'une langue parlée?) je désire ajouter quelques questions pour élucider les propos que je veux présenter.

---

1. J'adresse mes remerciements les plus sincères aux personnes suivantes qui ont accepté de faire une lecture attentive de mon travail et qui y ont apporté des mises au point des plus appréciées: Gratien Allaire, de la Faculté Saint-Jean, à l'Université de l'Alberta; Louise Lavallée, du Bureau provincial de l'Association canadienne-française de l'Alberta; sœur Alice Trottier, f.j., historienne.

- Est-il possible de vivre avec deux langues dont l'une est celle de la minorité?
- Qui sommes-nous, nous qui vivons dans l'Ouest?
- Sommes-nous des « Québécois exilés », selon la formule par laquelle l'éditeur de mon livre nous a décrits?

Pour y répondre, je décrirai le parcours pluriel de ma famille dans l'Ouest, c'est-à-dire de mes grands-parents, de mes parents et de moi-même. Depuis 1900, nous avons fait partie de l'Ouest canadien; pendant 94 ans, l'usage de l'anglais et du français a fait partie de notre existence. Il est important de réfléchir, d'une part, sur la qualité de vie de deux générations et, d'autre part, sur la *signifiante* d'une présence francophone dans l'Ouest. Également, je tiens à faire connaître la raison pour laquelle j'ai dû écrire un roman canadien-français dans la langue anglaise. Ainsi, le lecteur sera plus en mesure de discerner ma position de minoritaire dans l'Ouest.

Mon père, Arthur Cantin, est né en 1881 à Weedon, au Québec. En 1897, à l'âge de 16 ans, il déménagea avec sa famille de sept enfants à Newton, au Massachusetts. En ce temps-là, de nombreuses familles québécoises émigraient outre-frontière pour pouvoir trouver un emploi dans les usines de textile. La première chose que mon père remarqua, ce fut la discrimination exercée à l'égard de ceux qui ne parlaient pas l'anglais. On leur réservait les tâches les plus malpropres. Il écrit, en 1915, dans sa biographie :

À l'usine, tout le monde était Anglais et ça ne m'a pas pris longtemps pour voir que sans cette langue un garçon ou un homme était condamné à un travail inférieur et qui n'était pas très bien rémunéré. Donc j'ai bientôt commencé à apprendre l'anglais auprès de mes compagnons de travail ou de quiconque voulait m'expliquer la signification des mots.

Peu de temps après, la famille s'installa à Manchester, au New Hampshire, et plus tard à Lawrence, au Massachusetts. Mon père était ambitieux et, durant les cinq années passées aux États-Unis, il perfectionna son anglais. Il écrit :

Après mon travail je suivais des cours du soir. La première année, j'ai pris des leçons privées d'anglais et, après ça, j'ai assisté à des cours

au Cannon Commercial College, tous les lundis, mercredis et vendredis ; par conséquent, je n'avais pas beaucoup de temps pour les loisirs.

Mon père est retourné à Weedon en 1902 et de nouveau il s'inscrivit à des cours, cette fois, en télégraphie. L'année suivante, avec sa nouvelle connaissance de l'anglais, il opta pour l'École internationale de correspondance à Scranton, en Pennsylvanie, pour devenir ingénieur en télégraphie. Pendant douze ans, mon père a fait des études par correspondance. En même temps, il devait travailler pour subvenir aux besoins de sa première femme et de son fils. Il était fasciné par l'électricité et il sentait bien qu'il pouvait envisager un avenir prometteur dans cette technologie. Enfin, en 1914, mon père, qui avait toujours été attiré par l'Ouest, s'installa à Edmonton où il obtint un travail lucratif, celui d'inspecteur de l'électricité et du gaz naturel pour le gouvernement fédéral, poste qu'il occupa jusqu'à sa retraite en 1946.

J'avoue en toute simplicité que mon père m'a transmis sa conviction de la valeur de l'étude. Il croyait qu'une personne bilingue en valait deux. Je me souviens de la quantité de livres, anglais et français, qu'il me procurait pour assurer mon apprentissage dans les deux langues.

Les raisons pour lesquelles mon père décida d'aller dans l'Ouest ne sont pas très différentes de celles qui avaient poussé mes grands-parents maternels vers cette même région. C'était pour y trouver une nouvelle vie. Ils furent invités à venir dans l'ouest du pays par la sœur de mon grand-père, Céline, et son mari Jos Léonard, forgeron établi depuis plusieurs années à Saint-Albert, mission fondée par le père Albert Lacombe, o.m.i., et située à quelques milles d'Edmonton.

Au mois d'août 1900, mes grands-parents Félix et Eugénie Pagé chargèrent toutes leurs possessions dans un wagon du chemin de fer et avec leurs sept enfants (y compris un bébé de trois mois), ainsi que l'aïeule de 80 ans, ils quittèrent Ottawa en direction de Calgary – voyage qui dura deux longues semaines. Il leur fallut se pourvoir de nourriture en quantité suffisante pour dix personnes. Grand-mère préparait les repas sur un poêle à bois que la compagnie du Canadien Pacifique mettait à la disposition des voyageurs, au bout de chaque wagon. À leur arrivée dans l'Ouest, ils transférèrent leurs bagages

dans un wagon à bestiaux qui était dirigé vers Edmonton où ils attendirent l'oncle Jos.

Mon grand-père Félix, comptable très instruit, obtint un emploi au magasin Fleury Perron. Il avait déjà une connaissance de l'anglais et il apprit le cri, ce qui devint pour lui un atout dans son commerce avec les Métis et les Cris.

Ma mère, Lucienne Pagé, est née en 1905 à Saint-Albert; elle était la dixième d'une famille de treize enfants. Ses grands frères et sœurs eurent la chance d'aller au pensionnat ou au séminaire Saint-Albert, mais ma mère n'a jamais eu d'éducation en français – ce qui ne l'a pas empêchée de parler et de lire cette langue quoiqu'elle fût toujours gênée de l'écrire.

En 1911, la famille prit un *homestead* dans les Prairies au nord-est de l'Alberta, à Killarney Lake, où existait déjà un petit village composé d'Acadiens et de Canadiens français. Les hommes de la famille partirent d'abord afin de commencer la construction d'un appentis qui servirait de cuisine d'été à la maison de deux étages qui serait construite. Les femmes et les enfants arrivèrent en cet endroit quelques semaines plus tard avec tous les biens et le bétail qu'on chargea dans le train. La ferme était entourée de prairie vierge; mais mon grand-père n'était pas fermier. Bientôt la fertilité de la terre s'amointrit par trop de récoltes successives. Quatorze ans plus tard, la famille Pagé laissa la ferme et ses rêves, le sol rocailleux étant devenu improductif.

Ma mère grandit dans cette ferme et elle se rappelait avec affection sa jeunesse et toutes les traditions canadiennes-françaises qu'elle avait connues. Elle se souvenait particulièrement de la fête de Noël et de toutes les préparations que sa mère y apportait: la grande quantité de tourtières et de beignes qu'on faisait congeler dans de gros tonneaux de bois déposés sur la galerie. Les hommes préparaient les traîneaux pour la messe de minuit. On s'emmitouflait dans de chaudes fourrures. Des grelots ornaient les chevaux qui tiraient la carriole et on couvrait ainsi une distance de dix milles en deux heures jusqu'à l'église de Chauvin. De retour à la ferme après la messe, la famille s'attablait autour d'un appétissant réveillon. La journée de Noël était une fête religieuse. Au jour de l'An, on échangeait des cadeaux. La

famille Pagé célébrait aussi la fête des Rois, avec la fève et le pois traditionnels cachés dans un succulent gâteau. Tous ces détails racontés par ma mère figurent dans le roman que j'écrivis, 60 ans plus tard.

En 1923, à l'âge de 18 ans, ma mère commença son cours d'infirmière à l'Hôpital général des sœurs grises, à Edmonton. En ce temps-là, c'était comme entrer au couvent à cause des règlements sévères : ainsi, ma mère n'eut pas la chance de retourner à la maison avant un an. Elle ne revit plus le village de Killarney Lake. Elle reçut son diplôme en 1926 et, après un an à l'Hôpital général, la directrice la fit venir à son bureau. Ma mère raconte cette entrevue dans ses mémoires :

Sœur Laverty, la directrice des infirmières, voulait savoir si j'acceptais d'aller à Wainwright car on désirait une infirmière catholique parlant le français. Alors, je suis revenue chez moi pour faire ma valise (mais j'avais peu de vêtements) et je suis partie pour Wainwright le 10 mai 1928.

Ma mère fut directrice de l'hôpital de Wainwright de 1930 à 1937 ; elle dut déménager cette dernière année à Westlock, au nord d'Edmonton, pour être proche de ses parents âgés.

J'ai essayé de décrire les circonstances qui entourèrent l'arrivée de mes parents en Alberta. Je veux maintenant en esquisser le contexte historique. Avant 1885, la majorité de la population d'Edmonton était d'origine canadienne-française. Vingt ans plus tard, la population avait atteint le chiffre de 45 000 personnes, dont 5 % seulement, ou 2 600 personnes, étaient francophones. En 1892, la langue française était abolie à l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest. La même année, une ordonnance gouvernementale plaçait toutes les écoles sous la direction d'un Conseil d'éducation, mesure qui abolissait effectivement les écoles séparées. En 1905, quand l'Alberta devint une province, la position minoritaire des Canadiens français était devenue une réalité.

Cependant, il y eut un nombre imposant d'organismes, du début du siècle jusqu'à nos jours, qui permirent à ceux qui le voulaient de conserver leur langue et leur culture. Quiconque avait un peu de patriotisme au cœur assistait aux réunions de la société Saint-Jean-Baptiste qui existait depuis 1888 à Edmonton. Tous les catholiques se

rendaient aux offices religieux à l'église Saint-Joachim, en cette paroisse au style et à l'ambiance québécois. Les malades recevaient les meilleurs soins à l'Hôpital de la Miséricorde et à l'Hôpital général, ouverts en 1895 et administrés respectivement par les sœurs de la Miséricorde et les sœurs grises de Montréal. Au mois de juillet, le pèlerinage annuel au lac Sainte-Anne, institué en 1888, attirait une foule de catholiques pour une intense journée de prière, agrémentée ensuite d'un bon pique-nique en compagnie de toute la parenté et des amis. Chaque année également, le Cercle Jeanne-d'Arc présentait une pièce dramatique en français et même du Molière. Dès 1898, la presse française rayonnait en Alberta. Si les parents voulaient une éducation en français pour leurs enfants, l'Académie des sœurs de l'Assomption ou le juniorat Saint-Jean dirigé par les oblats pouvait les accueillir dès 1910. Il y avait aussi le Collège des jésuites, fondé en 1913 et affilié à l'Université Laval.

En 1926, l'Association canadienne-française de l'Alberta était fondée. Deux ans plus tard, trois hommes de vision, Rosaire Racette, Conrad Fouquette et Maurice Lavallée établirent un programme d'examens de français pour assurer un enseignement adéquat de la langue française dans nos écoles bilingues. Ces examens portaient sur la littérature, la dictée, la composition, la grammaire et l'histoire du Canada. La préparation et la correction des examens exigeaient une bonne dose de dévouement de la part des enseignants, tout comme la publication des résultats. Des dons généreux reçus de bienfaiteurs de l'Alberta et du Québec assuraient les fonds nécessaires pour l'achat de livres, décernés comme prix.

C'est dans cette communauté francophone que mon père introduisit ma mère après leur mariage en 1944; ma mère avait 39 ans et mon père en avait 63. Je suis née quatre ans plus tard, en 1948, et, pendant mon enfance dans les années 1950, la communauté canadienne-française d'Edmonton était en pleine floraison. J'ai donc bénéficié des établissements français sans connaître les difficultés qui avaient entouré leur fondation. J'ai grandi dans une société canadienne-française, à l'ombre du clocher de la paroisse Saint-Joachim. J'ai appris l'anglais et le français en même temps, mais, à la maison et à l'église, la langue française était de rigueur.

À une rue de l'église, était sise l'école Grandin où j'ai fait des études pendant sept ans. Le français était la langue d'instruction dans les deux premières années, mais, à la troisième et à la quatrième année, la proportion était réduite jusqu'à ce qu'il n'y ait plus qu'une heure de français par jour. Je me rappelle, cependant, le cours d'histoire du Canada, les exploits de Jacques Cartier, de Champlain, de Maisonneuve et de Jeanne Mance qui étaient venus fonder le Canada afin de sauver les âmes des « pauvres sauvages ».

C'était l'époque où l'éducation religieuse prédominait. Il y avait dans notre salle de classe une carte sur laquelle nos noms étaient inscrits. Les élèves recevaient une étoile dorée chaque fois qu'ils allaient à la messe pendant le Carême. Assez souvent, un examen de conscience nous préparait à la confession; on y scrutait aussi la possibilité de la vocation religieuse.

Et c'était à l'église que se rencontraient les scouts, les guides, les jeannettes et les louveteaux, associations qui avaient été fondées dans la paroisse en 1935. Il y avait aussi le Club Alouette pour les jeunes adultes, afin que ceux-ci aient l'occasion de se rencontrer et de s'amuser ensemble.

Tous les ans, les élèves prenaient part aux examens de français organisés par l'ACFA et par M. Maurice Lavallée. Nous attendions avec hâte le concert pendant lequel nous recevions diplôme et prix. En cette circonstance, les belles chansons françaises étaient interprétées avec âme par chaque classe de l'école.

En 1962, mes parents et moi avons déménagé dans une banlieue d'Edmonton. Dans ce milieu *cosmopolite*, je me rendis compte que j'étais une minoritaire. Ce fut un choc! J'étais soudainement immergée dans un monde composé de plusieurs nationalités: des Ukrainiens, des Hongrois, des Polonais, des Allemands et des Anglais. Plusieurs avaient immigré dans l'Ouest depuis très peu de temps; d'autres appartenaient à des familles qui s'étaient établies dans les Prairies avant la Première Guerre mondiale. Ce qui me surprenait le plus à l'école, c'était l'ignorance de mes compagnons de classe à l'égard de l'histoire du Canada. Moi, je la connaissais cette histoire; eux ne reconnaissaient pas du tout le rôle fondateur des Canadiens français. De surcroît, la liturgie et la vie de l'Église connaissaient des change-

ments avec le concile du Vatican II. Soudain, toutes les choses familiales n'étaient plus là.

En huitième et neuvième année, l'école offrait des classes spéciales de français pour les jeunes Canadiens français, classes enseignées par les sœurs de l'Assomption. Mais au secondaire, il n'y avait plus de ces classes, seulement des cours pour les anglophones qui voulaient apprendre le français – *French 10, 20 and 30*. Je me souviens d'une institutrice venue de France qui était bien déterminée à faire disparaître de notre vocabulaire les pittoresques expressions françaises qui nous avaient été léguées par nos grands-mères: des mots comme « châssis », « catin », « sacoché », « bottine » étaient remplacés par « fenêtré », « poupée », « bourse », « soulier ». Cette bonne dame réussit à nous convaincre que notre français était trop imparfait pour être parlé.

À la fin de mes années scolaires, j'entrai à l'Université de l'Alberta où je fis des études en biochimie et, plus tard, en histoire du Canada, et j'obtins un baccalauréat ès sciences et ès arts – en anglais. L'idée de mon roman date de ce temps-là, quand je poursuivais des recherches en histoire aux archives provinciales. Je lus un journal appelé *L'Ouest canadien*, publié à Edmonton entre les années 1898 et 1900. J'y trouvai un portrait fascinant de l'époque! Une description de la fête de la Saint-Jean-Baptiste, avec les sermons des prêtres et les discours des politiciens, m'intéressa au plus haut point. Ce qui me surprenait dans ce journal, c'était la détermination de ce petit groupe de Canadiens français de préserver leur culture et leur langue, tout en collaborant avec d'autres nationalités au développement de l'Ouest. Après avoir fait une analyse de ces recherches, il me vint à l'esprit d'écrire l'histoire d'un village imaginaire afin de démontrer à ceux qui le niaient que les Canadiens français de l'Ouest ont une histoire!

Une autre raison m'a poussée à écrire mon roman. J'eus la joie de retrouver la ferme abandonnée de mes grands-parents Pagé, au nord-est de l'Alberta. Toutes les maisons du village avaient disparu autour du lac Killarney. Un grand champ d'orge couvrait toute cette étendue. Le silence régnait, et combien pénible, comme s'il n'y avait jamais eu de vie en cet endroit. Je pensais: c'est une véritable tragédie que tous ces rêves soient disparus. J'essayais de m'imaginer à quoi ma

grand-mère songeait quand elle contemplait ce même lac. Est-ce qu'elle se réjouissait de sa nombreuse famille et de sa nouvelle vie dans les plaines? J'ai décidé à ce moment-là d'écrire un roman pour mettre en relief la contribution de ces générations de femmes en Alberta. Je l'ai aussi écrit en anglais parce que c'est la langue dans laquelle j'ai reçu mon éducation et dans laquelle j'ai appris à écrire.

L'image centrale du livre est la courtepoinette que la grand-mère Céline coud à mesure que sa vie se déroule. Elle la donne à sa fille Philomène, femme d'ambition qui devient médecin à une époque où les femmes, après leur mariage, étaient confinées au foyer en une douce obéissance à leur conjoint. C'est enfin Odette, fille de Philomène, qui refait le trajet pour retrouver le village de sa grand-mère. J'ai essayé de donner une image juste de cette culture distincte des Canadiens français de l'Ouest ainsi que du rôle rempli par les femmes dans une société qui était alors bien catholique et française.

Qu'est-il arrivé à la communauté canadienne-française qui demeurerait à l'ombre du clocher de Saint-Joachim? Dans les années 1960, il semblait que le quartier se dispersait pour ne plus reparaître: les troupes de scouts et de guides ont disparu; les examens de français de l'ACFA qui ont existé pendant plus de 40 ans ont cessé; les pensionnats et le juniorat ont fermé leurs portes. Mais la communauté canadienne-française est habituée à s'adapter à des changements.

En 1968 et 1970, une nouvelle loi permit aux commissions scolaires albertaines d'offrir une instruction en français de la première à la douzième année. Plus tard, on accepta que le français servît officiellement dans l'enseignement de toutes les matières, à l'exception de l'anglais.

Mais c'est enfin en 1982, grâce à l'article 23 de la *Charte des droits et libertés* que l'enseignement en français fut garanti, si le nombre le justifiait. En 1984, à Edmonton, l'école Maurice-Lavallée, nommée ainsi en hommage à celui qui avait tant accompli dans le domaine de la culture française en Alberta, ouvrit ses portes comme première école française de la province, remplaçant l'école d'immersion J.-H.-Picard.

Actuellement, les Canadiens français s'établissent dans la région sud-est d'Edmonton-Bonnie Doon. C'est un regroupement qui s'est fait autour de la première école française, l'ancien juniorat Saint-Jean, transformé au cours des dernières années en une faculté française de l'Université de l'Alberta. L'Association canadienne-française de l'Alberta ainsi que la librairie française Le Carrefour ont installé leurs bureaux dans le quartier. La paroisse Saint-Thomas-d'Aquin est celle qui maintenant rassemble cette communauté. Avec elle, trois autres paroisses francophones existent à Edmonton.

Tous ces facteurs, l'église, l'école, la famille m'ont donné la fierté d'être canadienne-française. Je peux dire que la culture et la langue de ma grand-mère m'ont été transmises comme sa courtepoinette. Je me suis mariée en 1968, au temps où il aurait été très facile d'oublier mon passé et ma culture, mais quand j'ai eu dans mes bras mon premier-né, de la génération suivante, j'ai résolu que je lui parlerais toujours en français. Avec l'encouragement de mon mari, je me suis assurée que nos quatre enfants parleraient français et qu'ils connaîtraient l'histoire de leurs grands-parents, non seulement dans ma famille mais aussi dans celle de leur père, de souche allemande.

Mes enfants ont reçu à l'école une éducation complète en français: mes deux fils, dans les écoles d'immersion et enfin à l'université française, et mes deux filles, à l'école française. J'ai perçu une différence quant à la rapidité avec laquelle elles ont appris à écrire le français, comparativement à leurs frères.

Comment définir mon sens d'appartenance à une culture canadienne-française? Je crois qu'il m'a été transmis au cours des années de mon enfance dans le vieux quartier canadien-français. C'était la fierté d'appartenir à une communauté distincte, marquée par notre langue. C'était comme faire partie d'une « société discrète », sachant que, quand nous parlions français, les autres ne pouvaient nous comprendre. C'était l'église avec toutes les activités, les organisations, les pèlerinages et la vie réglée selon l'année liturgique avec ses jours d'obligations et de jeûne. C'était l'école où s'exerçait le dévouement des sœurs de l'Assomption et des filles de Jésus à nous enseigner le français. Mais nous recevions en même temps une éducation morale qui nous marquait pour le reste de nos vies. Et enfin, et le plus

important, c'était la manière de vivre, profondément ancrée dans la famille: une famille qui faisait tout ensemble. Je fais partie de cette famille, descendante de Félix et Eugénie Pagé et de Virginie et Flavien Cantin, avec tous mes oncles, tantes et cousins qui parlaient français, de l'ouest et de l'est du pays, le Canada.

Je crois qu'à l'époque où mes parents ont vécu l'institution religieuse jouait un rôle primordial dans la survie de la langue et de la culture françaises. Je crois qu'aujourd'hui l'éducation en français est notre espoir, mais c'est dans la famille qu'elle prend racine.

Est-ce que la langue parlée est le seul vecteur d'appartenance culturelle? Ma famille a utilisé deux langues durant presque 100 ans de son histoire. Nous ne sommes pas « des Québécois exilés »; nous sommes des Canadiens français qui vivons en Alberta, notre chez-nous. Nous voulons continuer d'exister. Il y a de l'espoir pour l'avenir, enrichis que nous sommes par notre expérience des contacts avec les autres cultures, mais sans jamais oublier nos racines canadiennes-françaises.